

Japon, la Chine et la Corée ainsi que l'Australie comptent parmi nos dix principaux clients. Notre commerce avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a triplé ces dix dernières années. Des missions des secteurs public et privé visitent la région en plus grand nombre que jamais.

Au Canada, le commerce signifie des emplois; nous n'avons pas un grand marché intérieur qui nous permette de réaliser de bonnes économies d'échelle. Nous dépendons du commerce normalement pratiqué entre les nations du Pacifique, de l'Atlantique ou d'autres régions. Vingt-sept pour cent de notre PNB sont directement générés par les exportations. Un emploi canadien sur trois dépend d'une façon ou de l'autre du commerce.

Nous ne sommes évidemment pas les seuls à dépendre du commerce, qui est important pour tous les pays de la bordure du Pacifique; nombre de vous ici présents avez d'ailleurs généré d'importantes activités commerciales. Le commerce entre les pays de la région du Pacifique compte pour près de 40 % de l'ensemble du commerce mondial. Je suis heureux que la discussion de demain commence par un examen du commerce et de la politique commerciale.

Nous avons tous grandement intérêt à aider le monde à libéraliser le commerce. Il y a des élans protectionnistes dans chaque pays, et ces élans sont plus faciles à contrer par une action concertée. Le Canada est à la fois la victime et une source de politiques commerciales et financières restrictives. Tous les pays sont un peu dans la même situation, et font parfois preuve d'ingéniosité.

Les intérêts nationaux divergent et, bien sûr, doivent être respectés. Mais il existe aussi un intérêt international qui nous affecte tous, en tant que citoyens d'un monde de plus en plus interdépendant. C'est un Canadien qui a lancé le concept du "village planétaire". Mais nous y vivons tous et y menons tous des échanges. Nous sommes tous confrontés au défi de poursuivre nos objectifs nationaux particuliers dans un monde qui ne permet plus l'isolationnisme.

Ce dilemme a été étudié par les nations membres du GATT à la réunion de septembre à Punta del Este, qui a lancé les nouvelles négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Les participants ont montré une grande sensibilité dans l'étude des questions litigieuses que sont les services, le commerce des produits agricoles et les investissements liés aux échanges.